

Merci à shaman

Membre du site [www.devenez-fonctionnaire.fr](http://www.devenez-fonctionnaire.fr)

Merci pour le partage et pour les futurs candidats

ÉTIQUETTE  
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Attacher le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Cours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel <sup>(1)</sup>  
Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : Administratif

Épreuve n° : 2

Matière : Cas Pratique

Code : 04102016

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 0

### À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être  
totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel  
que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute  
autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au  
stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement.  
Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le  
jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation  
d'un crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codées à barres, destinées à permettre à  
l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées  
dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la  
commission de surveillance.

NOTE / 20  
14,75

# I

1. De nouveaux modèles économiques basés sur le collectif ont fait leur apparition et bousculent les modèles existants; cependant il ne faut pas confondre ces nouveaux venus:

L'économie collaborative a pour but la création de biens et de services à plusieurs sans pour autant générer une propriété collective. Elle s'appuie sur un système pyramidal où plusieurs collaborateurs travaillent pour eux-mêmes de "façon précise" et pour le gestionnaire du système.

Le tout via les moyens de communications actuelles et en suivant un modèle purement capitaliste.

L'économie solidaire et sociale quant à elle, est a contrario, un système plus ancien relevant au goût du jour. Si elle aussi crée biens et services, elle gère moins de capitaux et axe son fonctionnement sur l'équité, le partage, l'édificatif et une certaine forme de démocratie au sein de l'Entreprise.

2. L'économie sociale et solidaire permet de part ses principes et son fonctionnement d'affirmer qu'elle a pour objectif d'être d'utilité sociale. En effet, à l'inverse des schémas capitaliste classique, elle met en place des valeurs solidaires, participatives et démocratiques.

Agir pour le bien collectif en impliquant tous les acteurs de l'entreprise, en réinventant les bénéfices pour pérenniser l'emploi.

Au delà de l'aspect interne à l'entreprise, elle remet le tissu social en créant de nombreux emplois, diversifiant énormément ses activités grâce à des métiers en devenir ainsi qu'en créant des échanges et du lien entre les différents acteurs de notre société.

3. De part la multiplication d'entreprises de l'ESS et la nécessité des acteurs publics de faire des économies, les subventions à destination des entreprises de l'ESS ont fortement diminuées.

En effet la part des subventions publiques dans les budgets des associations a quasi chuté de 10% en 6 ans, passant de 39% à 25%.

Afin de palier à ces portes plusieurs solutions sont envisageables :

- modernisation du modèle économique
- trouva de nouveaux moyens de financement (méciend, dons privés crowdfunding via internet, etc --)
- mutualisation des emplois entre différents employeurs afin d'optimiser le fonctionnement d'une partie du personnel.

La pérennité de l'ESS passe par une remise en cause et une réflexion permanente.

4- Le dynamisme, les valeurs véhiculées par l'ESS, ont suscité une implication permanente de l'état dans le développement de ce modèle économique.

En effet, afin d'appuyer la croissance et la création d'emploi générés par l'ESS, l'état continue malgré la conjoncture économique de subventionner l'ESS.

De plus il a fait voter et promulguer des lois et décrets afin d'encadrer et soutenir les structures.

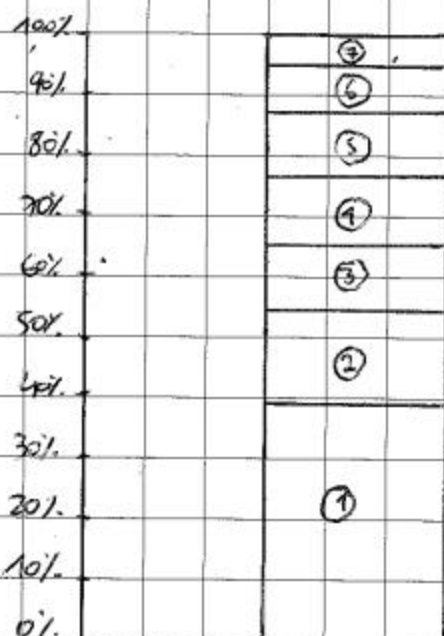
Il met en place des structures d'aides et met en avant l'ESS lors d'événements majeurs (ex: COP21, candidature JO 2024).

L'état joue donc bien un rôle majeur dans le développement de l'ESS.

## HISTOGRAMME de la part des secteurs d'activité de l'ESS

II

1.



secteurs d'activités ESS

- ① Action sociale = 39,4%  
 ② Enseignement = 14,7%  
 ③ Autres = 12,4%  
 ④ Activité financières et d'assurance = 11,0%  
 ⑤ Non classé = 9,6%  
 ⑥ Santé = 7,4%  
 ⑦ Soutien aux Entreprises = 5,5%

2. Le chiffre 35,6% correspond au pourcentage des employés salariés dans des petits établissements de modèle ESS. On en conclut que plus d'un tiers des employés de l'ESS travaille dans des structures allant de 10 à 49 salariés.

Le chiffre 86,8% correspond au pourcentage de micro-établissements qui constitue les entreprises privées hors ESS. On en conclut donc que presque 9/10 entreprise du secteur privé hors ESS sont des structures allant de 0 à 9 salariés.



3. Si en 2013 la part de l'ESS dans le PIB français s'élève à 6% représentant une valeur ajoutée brute de 100 milliards d'€, on peut en déduire que 1% équivaut à 16,6 milliards d'€

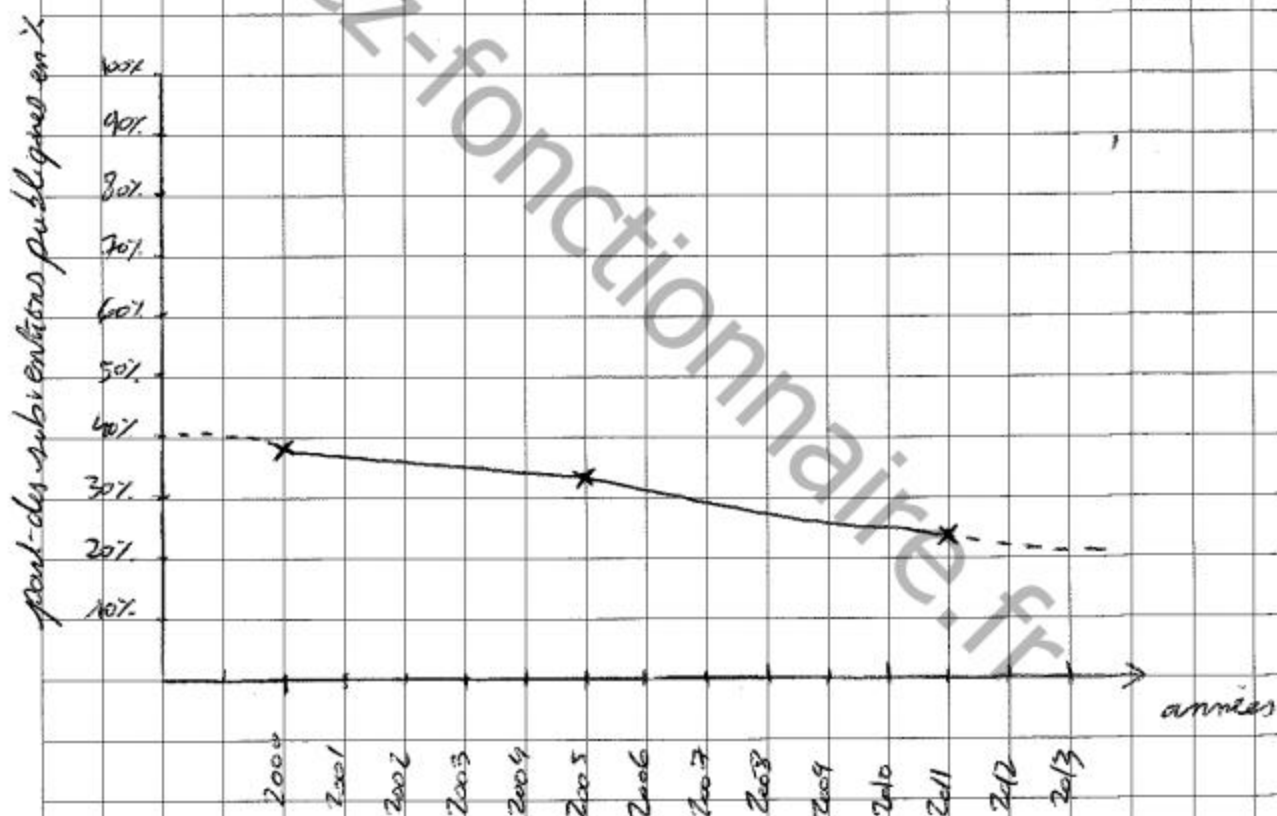
$$100 \div 6 = 16,6$$

En considérant que le PIB est identique en 2015, la valeur ajoutée représente 166 Milliards d'€

$$10 \times 16,6 = 166$$

4.

GRAPHIQUE représentant la part des subventions dans le budget des associations employeuses :



III

Dans une société actuelle, marquée par les crises financières, le capitalisme excessif, la délocalisation des emplois et les inégalités tant financières que sociales, le modèle de l'économie solidaire et sociale a un avenir certain et un rôle prépondérant dans les perspectives de croissance économique et sociale pour notre pays.

En effet, les chiffres du chômage sont inquiétant depuis de nombreuses années, l'intérêt financier des entreprises et des actionnaires a primé sur l'intérêt commun et la sauvegarde de l'emploi.

L'ESS malgré une stabilisation amorcée reste en croissance et crée davantage d'emploi que le reste de l'économie (+0,8% entre 2008 - 2013 & -0,2% pour le reste).

Les créations futures d'emplois seront toujours présentes par exemple, les associations s'occupant des personnes âgées continueront de générer de l'emploi, la population vieillissante garantie une demande dans l'avenir... autre exemple les structures d'accueil pour les jeunes enfants, la demande n'a jamais été aussi forte, il y a même des carences, la demande n'est pas satisfaite, la création d'emploi est garantie (la France a le taux de natalité le plus élevé de l'UE).

Au delà de la création d'emploi, ce modèle économique permet la sauvegarde d'entreprise grâce par exemple au coopérative, où plusieurs employés reprennent ensemble une entreprise à l'avenir incertain.

La répartition des richesses créées, permet de réinvestir dans l'entreprise, d'impliquer l'ensemble des acteurs de l'entreprise et créer une émulation bénéfique à l'économie.

De même face aux difficultés rencontrées par ce modèle économique, les réponses se trouvent encore dans le social et l'échange, avec la participation de chacun et la mise en place de tissu social entre les entreprises elles-mêmes.

(mutualisation, groupement, etc...)

De plus l'ESS fait face à de nouveaux défis en se développant davantage grâce aux nouvelles technologies qui sont de plus en plus présentes actuellement.

Le remplacement des dirigeants qui vont partir à la retraite est également un défi majeur avec près de 600 000 départs d'ici 2020, ce qui fait autant d'emplois et de formation à disposition de la jeune M.

L'Economie Sociale et Solidaire n'est pas l'unique solution aux problèmes sociaux et économiques du pays mais elle est certainement l'une des réponses majeures et un défi primordial pour l'avenir de l'entrepreneuriat et l'équité sociale dans notre société.